



**Bureau des installations et travaux  
réglementés pour la protection des  
milieux**  
Affaire suivie par BO

Marseille le **12 JUIN 2026**

**Arrêté préfectoral complémentaire 2026-145 PC applicable à l'installation LAVERA ENERGIE  
SNC sur la plateforme de LAVERA située sur la commune de MARTIGUES**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
préfet de la zone de défense et de sécurité sud  
préfet des Bouches du Rhône**

**VU** la directive européenne n°2010/75UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite « IED » ;

**VU** la décision d'exécution (UE) 2021/2326 de la Commission du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

**VU** le code de l'environnement et notamment la section 8 du chapitre V du titre Ier de son livre V ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2000-204/82-1999 A du 19 septembre 2000 autorisant la société LAVERA ENERGIES SNC à exploiter l'installation de cogénération d'énergie et de vapeur industrielle et eau chaude par combustion de gaz naturel au sein de 2 turbines à combustion sises à Martigues-Lavéra,

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-2012 PC du 8 février 2012 portant prescriptions complémentaires à la société LAVERA ENERGIES dans le cadre de l'exploitation de l'installation de cogénération

d'énergie et de vapeur industrielle et eau chaude par combustion de gaz naturel au sein de deux turbines à combustion sises à Martigues-Lavéra ;

**VU** le dossier de réexamen IED transmis par la société LAVERA ENERGIES SNC le 13 août 2018 ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 9 mars 2026;

**CONSIDÉRANT** que la société LAVERA ENERGIES SNC exploite, sur la commune de Martigues, des installations de combustion réglementées au titre de la législation sur les installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que les installations exploitées par la société LAVERA ENERGIES SNC doivent être exploitées conformément aux meilleures techniques disponibles définies par la décision d'exécution de la commission du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil pour les grandes installations de combustion (BREF LCP) ;

**CONSIDÉRANT** que le BREF LCP fixe une valeur limite d'émission annuelle pour les rejets en NOx des grandes installations de combustion ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de fixer de nouvelles valeurs limites d'émission et de nouvelles modalités de surveillance des émissions au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu en conséquence de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 11 mai 2026 ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de transmission d'observations à l'expiration du délai de 15 jours à compter de la date de notification du projet d'arrêté préfectoral.

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 : MODIFICATIONS RELATIVES AU BENEFICIAIRE ET A LA PORTEE DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1.1**

Les dispositions de l'arrêté d'autorisation initiale n°2000-204/82-1999 A du 19 septembre 2000 imposant des prescriptions à la société LAVERA ENERGIES SNC pour l'installation de cogénération d'énergie et de vapeur industrielle et eau chaude par combustion de gaz naturel au sein de 2 turbines à combustion sises à Martigues-Lavéra sont modifiées, complétées ou remplacées selon les prescriptions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.2**

L'article 1<sup>er</sup> "Liste des installations classées de l'arrêté préfectoral n°2000-204/82-1999 A du 19 septembre 2000 est remplacé par les dispositions suivantes :

La société LAVERA ENERGIES SNC, dont le siège social est sis 1 rue Albert Cohen - 13016 MARSEILLE 16<sup>ème</sup> est autorisée à exploiter une installation de cogénération de vapeur et d'électricité dans l'enceinte du complexe pétrochimique de Martigues-Lavéra, avenue du Gros Mourre – 13 117 LAVERA.

Cet équipement est destiné d'une part à fournir de la vapeur haute pression pour les besoins des unités du complexe pétrochimique et de la raffinerie de Lavéra, et d'autre part à fournir de l'électricité qui est vendue sur le réseau.

L'installation de cogénération est alimentée exclusivement au gaz naturel par une canalisation de transport enterrée jusqu'à la première vanne d'isolement située à l'intérieur du site de NAPHTACHIMIE, puis par une tuyauterie d'usine jusqu'à l'installation proprement dite.

Cette installation de cogénération est composée de deux installations de combustion distinctes :

- Installation de combustion n°1 composée de la Turbine à Combustion (TAC) 6FA (220 MW) et de sa chaudière de récupération 6FA (30 MW). La puissance thermique nominale totale de cette installation de combustion est de **250 MW<sub>th</sub>** ;
- Installation de combustion n°2 composée de la Turbine à Combustion (TAC) 6B (140 MW) et de sa chaudière de récupération 6B (30 MW). La puissance thermique nominale totale de cette installation de combustion est de **170 MW<sub>th</sub>**.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, est notamment applicable à l'établissement pour les installations de combustion n°1 et n°2 telles que définies ci-dessus, l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

Cette installation de cogénération est connectée au réseau de vapeur de la raffinerie de Lavéra d'une part et de NAPHTACHIMIE, d'autre part, au profit des unités du complexe pétrochimique de Lavéra. Toutes les dispositions sont prises pour que son fonctionnement ou la régulation qu'elle induit, sur le réseau vapeur, n'altère pas la disponibilité de la quantité de vapeur nécessaire à la mise en sécurité des unités de production de la raffinerie et des unités du complexe pétrochimique de Lavéra.

Cette installation est une installation classée soumise à autorisation, visée par les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Cl <sup>1</sup>
3110	Combustion de Combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<b>420 MW<sub>th</sub></b> 2 installations de combustion distinctes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Installation de combustion n°1</b> composée de la Turbine à Combustion (TAC) 6FA (220 MW) et de sa chaudière de récupération 6FA (30 MW). La puissance thermique nominale totale de cette installation de combustion est de <b>250 MW<sub>th</sub></b> ;</li> <li>• <b>Installation de combustion n°2</b> composée de la Turbine à Combustion (TAC) 6B (140 MW) et de sa chaudière de récupé-</li> </ul>	A

1 Classements : A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis à déclaration avec contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE), NC (Non classé car inférieur aux seuils de classement)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Clé
		ration 6B (30 MW). La puissance thermique nominale totale de cette installation de combustion est de <b>170 MW<sub>th</sub></b> .	
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Chargeurs de puissance maximal utilisable totale : 71.5 kW + 2 onduleurs de 20 kVA	D

La rubrique 3110 est considérée comme rubrique principale au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement. En matière de meilleurs techniques disponibles (MTD), le document de référence est le BREF LCP relatif aux grandes installations de combustion.

A date du présent arrêté, les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les « Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les grandes installations de combustion, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil » adoptées par décision d'exécution de la commission du 30 novembre 2021.

Le périmètre auquel s'appliquent les dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I du Livre V du Code de l'environnement est constitué de l'ensemble de l'établissement. »

### ARTICLE 1.3

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2.1 de l'AP n° 2000-204/82-1999A du 19 septembre 2000 « *Conformité aux dossiers et modifications* » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. »

## **CHAPITRE 2 : MODIFICATIONS RELATIVES A LA PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### ARTICLE 2.1

L'article 4.2 de l'AP n° 2000-204/82-1999A du 19 septembre 2000 « *Conditions de rejet à l'atmosphère* » est remplacé par les dispositions suivantes :

	Hauteur en m	Diamètre interne en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s en marche nominale
Conduit n°1 (installation de combustion n°1 – 6FA)	40	4	860 000	8
Conduit n°2 (installation de combustion n°2 – 6B)	40	3,4	550 000	8

## ARTICLE 2.2

L'article 4.3 de l'AP n° 2000-204/82-1999A du 19 septembre 2000 « Valeurs limites d'émission de l'installation de cogénération » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15%.

Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites d'émission suivantes exprimées en mg/Nm<sup>3</sup>:

Paramètres	Turbines à gaz 6FA et 6B (Avec ou sans fonctionnement de la chaudière de récupération)		
	VLE journalière	VLE mensuelle	VLE annuelle
	en mg/Nm <sup>3</sup>	en mg/Nm <sup>3</sup>	en mg/Nm <sup>3</sup>
NO <sub>x</sub>	60	55	50
CO	50	50	-
SO <sub>2</sub>	11	10	-
Poussières	11	10	-
HAP	0,1		
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)		
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)		
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb		
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 mg/Nm <sup>3</sup>		

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures ou égales aux valeurs limites suivantes :



Paramètres	Turbines à gaz 6FA et 6B (Avec ou sans fonctionnement de la chaudière de récupération)			
	Flux en kg/h à 15% d'O <sub>2</sub>		Flux en t/an à 15% d'O <sub>2</sub>	
	6FA	6B	6FA	6B
NO <sub>x</sub>	94,6	60,5	377	241
CO	86	55	377	241
SO <sub>2</sub>	17,2	11	75	48
Poussières	17,2	11	75	48
HAP	0,09	0,06	0,75	0,48
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,04	0,03	0,38	0,24
Somme (Cd+Hg+Tl)	0,09	0,06	0,75	0,48
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés exprimés en somme (As+Se+Te)	0,86	0,55	7,5	4,8
Plomb (Pb) et ses composés	0,86	0,55	7,5	4,8
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	4,3	2,8	37,7	24,1

»

### ARTICLE 2.3

L'article 4.5.1 de l'AP n° 2000-204/82-1999A du 19 septembre 2000 « *Autosurveillance des rejets* » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.5.1. Autosurveillance des rejets

#### Article 4.5.1.1 Modalités d'autosurveillance des rejets

Paramètre	Modalités d'autosurveillance pour les Turbines 6FA et FB avec ou sans fonctionnement de leur chaudière de récupération
Débit	En permanence (1) + Mesure semestrielle (mesure physique directe)
Pression	En continu (2)
Température	En continu (2)
Teneur en O <sub>2</sub>	En continu (2)
Teneur en vapeur d'eau	En continu (2) sauf lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions
NO <sub>x</sub>	En continu (2)
CO	En continu (2)
SO <sub>2</sub>	Mesure semestrielle (mesure physique directe) + Estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation
Poussières	Mesure semestrielle (mesure physique directe)

- (1) La mesure en permanence signifie que le paramètre concerné peut être quantifié à partir de mesures physiques ou chimiques réalisées sur d'autres paramètres
- (2) La mesure en continu signifie que le paramètre concerné fait l'objet de mesure physique directe.

Les cheminées sont équipées des moyens d'analyse adaptés.

Les résultats des mesures d'autosurveillance sont transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées, éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### Article 4.5.1.2 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission :

Les résultats des mesures en continu font apparaître que les valeurs limites sont respectées lorsque :

- Aucune moyenne journalière, mensuelle ou annuelle ne dépasse les valeurs limites fixées à l'article 4.3 du présent arrêté ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission mensuelles fixées à l'article 4.3 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée ci-après :

- NO<sub>x</sub> : 20%
- CO : 10%

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt définies à l'article 4.8 du présent arrêté.

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

#### Article 4.5.1.3 - Assurance qualité de la surveillance en continu

Les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique. Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel relatif aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.

L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL2. Le maintien de l'aptitude au mesurage des appareils de mesure entre deux procédures QAL2 est contrôlée par la procédure AST. Le maintien de leur dérive dans des limites acceptables, et la correction

de dérive, le cas échéant, sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL3. La procédure QAL3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation selon la procédure QAL1 n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants. »

#### ARTICLE 2.4

L'article 4.5.2 de l'AP n° 2000-204/82-1999A du 19 septembre 2000 – « *Contrôle périodique par un organisme extérieur* » est remplacé par la disposition suivante :

« L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à l'article 4.5.1.1 du présent arrêté pour les installations de combustion n°1 (turbine 6FA et sa chaudière de récupération) et n°2 (turbine 6B et sa chaudière de récupération) par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu. »

#### ARTICLE 2.5

Après l'article 4.7 de l'AP n° 2000-204/82-1999A du 19 septembre 2000, il est ajouté l'article 4.8 suivant :

##### « Article 4.8 – Conditions d'exploitations autres que normales (périodes OTNOC)

Les périodes OTNOC sont les périodes autre que les périodes normales de fonctionnement (*Other Than Normal Operating Conditions*). Elles correspondent aux périodes d'arrêt et de démarrage de l'unité. Les périodes de démarrage et d'arrêt sont déterminées conformément aux critères de la décision d'exécution de la commission n°2012/249/UE du 07/05/12 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt. Les périodes de démarrage et d'arrêt sont déterminées au moyen de trois paramètres de fonctionnement ou de processus spécifiques. La fin de la période de démarrage ou le début de la période d'arrêt sont réputés atteints lorsqu'au moins deux de ces critères sont respectés. A savoir :

Installati on	Seuil Charge Electrique (MW)	Seuil Pression de Vapeur (bars)	Seuil T°C vapeur (°C)
6FA	28	75	485
6B	18	75	485

Un plan de gestion des périodes OTNOC est établi et mis en œuvre sur le site. Ce plan contient les éléments suivants :

- Conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;
- Établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;



- Vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;
- Évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. »

### **ARTICLE 3 Notification - Publicité**

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et communiqué au préfet des Bouches-du-Rhône ;

2° L'arrêté est notifié à la société Lavéra Energies SNC et publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

### **ARTICLE 4 -Voies et délais de recours**

Conformément à l'[article R.181-50](#) du code de l'environnement, et sans préjudice de l'[article L.411-2](#) du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

## **ARTICLE 5 - Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le sous-préfet d'Istres
- le maire de la commune de Martigues
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement de la région Provence Alpes Cote d'Azur

Et toutes autorités de police et gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation  
la secrétaire générale adjointe



Marie Pervenche PLAZA